

L'Adresse—M. Nunziata

Étant l'un des plus jeunes députés à la Chambre, je suis un produit des années 60 et 70, époque qui a connu des bouleversements et des changements incroyables: le Vietnam, le mouvement hippie, les manifestations étudiantes, Watergate et les assassinats politiques. Ce fut une époque marquée aussi par de forts courants d'idéalisme. Les Kennedy et Martin Luther King ont proposé à l'humanité un idéal de respect de l'homme et de fraternité que nous n'avons pas encore pu réaliser. Leurs rêves ne doivent pas mourir et nous devons nous efforcer sans relâche de bâtir un monde meilleur. Comme le disait John Kennedy: «Nous ne sommes pas ici pour maudire l'obscurité, mais pour allumer la bougie qui, à travers cette obscurité, nous guidera vers un avenir plus sûr et plus humain».

Kennedy s'est une fois qualifié d'idéaliste sans illusions. Appartenant à une nouvelle génération de libéraux, je partage ce sentiment. Les libéraux comprennent le pouvoir de l'idéalisme et savent que le gouvernement peut et doit être utilisé comme un instrument de progrès moral. Le gouvernement doit être juste et compatissant. Il doit répondre rapidement aux besoins des nécessiteux. Il doit être le protecteur de nos institutions démocratiques et l'avocat des droits et libertés individuels. La tradition libérale veut qu'on s'occupe des défavorisés de notre société: les malades, les handicapés, les pauvres, les chômeurs, les vieillards; qu'on offre de plus grandes possibilités aux femmes et aux jeunes et qu'on partage avec les moins fortunés de notre société. Voilà la tradition de libéralisme canadien, tradition nourrie par Laurier et réaffirmée par King, Saint-Laurent, Pearson, Trudeau et maintenant Turner. Ce sont ces chefs qui, au cours de ce siècle, ont fait du Canada l'une des sociétés les plus humaines et les plus civilisées qui existent au monde.

● (1250)

Mais, monsieur le Président, les libéraux sont aussi des réalistes. Nous sommes pragmatiques. Nous n'avons aucune illusion sur les possibilités d'action des gouvernements. Nous comprenons que c'est le particulier qui, par son initiative et ses sacrifices, est la source de notre puissance économique et le moteur de notre croissance. En tant que libéraux, nous nous battons pour corriger les abus et les injustices dans notre société. La moindre injustice est une menace pour l'ensemble des institutions. Le parti libéral, qui forme maintenant la loyale opposition de Sa Majesté, a l'intention de respecter cette philosophie au cours de la 33^e législature, car il est le parti des réformes.

Le discours du trône, qui a inauguré cette législature, est certes un document important. Les députés d'en face savent fort bien qu'un gouvernement conservateur au Canada est un oiseau rare qui a rarement eu l'occasion d'apprendre à voler. Les discours du trône conservateurs sont forcément des documents si rares que les Canadiens ont le droit à un peu mieux que celui que nous avons entendu. La tradition veut que le gouvernement profite du discours du trône pour donner suite, dans un cadre législatif, à ses promesses électorales.

Or, on constate que la tradition a été sérieusement bafouée. Le dernier discours du trône reprend certaines promesses électorales des conservateurs, bien entendu, et il parle aussi d'adopter de nombreuses mesures que les libéraux ont présentées au cours de la dernière législature, mais il ne dit rien de vraiment révélateur sur les moyens que le gouvernement entend prendre pour tenir ses promesses électorales.

Je concède que les discours du trône sont nécessairement de portée très générale. Mais celui-ci est tellement vague, propose si peu de mesures précises qu'il manque vraiment de substance ou de profondeur. Pis, monsieur le Président, il ne présente presque rien qui permette aux Canadiens de comparer les promesses des conservateurs avec les mesures qu'ils comptent prendre. Les mesures que les conservateurs ont prises jusqu'à maintenant sont diamétralement opposées à leurs promesses. Les conservateurs en ont fait beaucoup durant la campagne électorale, dont un certain nombre d'insensées, selon moi.

Ils devaient créer des dizaines de milliers d'emplois dès leur arrivée au pouvoir. Où sont-ils? Nous attendons toujours. Nous devons avoir un gouvernement ouvert et accessible. Où est-il? On ne peut le trouver nulle part. Les conservateurs ont promis l'espoir à nos jeunes. Or, tout au contraire, ils n'ont fait qu'accroître leur désespoir et éteindre toute leur d'espoir. La liste des promesses qui n'ont pas été tenues n'en finit plus.

Il deviendra bientôt tout à fait clair, lorsque la lune de miel sera terminée, que les conservateurs ont trompé l'électorat canadien. Le parti conservateur a trompé sans vergogne les Canadiens et, je le prétends, monsieur le Président, de façon délibérée. Poussés par leur soif du pouvoir, les conservateurs ont été soit naïfs soit tout à fait malhonnêtes avec les Canadiens. Est-ce surprenant, monsieur le Président, dans ces conditions, que l'honnêteté des hommes politiques soit si souvent remise en cause?

Dans le discours du trône, les conservateurs ne disent pratiquement rien sur la façon concrète dont ils entendent résoudre les problèmes qui affligent le Canada. On nous promet des consultations, des études, des groupes de travail et on se contente de belles paroles alors que nous avons besoin de mesures concrètes.

A en juger au discours du trône, les conservateurs ne savent manifestement pas ce qu'ils font. Ils ne savent vraiment pas que faire au sujet du chômage, notre problème majeur. Dès qu'ils ont accédé au pouvoir, ils se sont empressés, chose fort étonnante, de présenter une déclaration économique qui contribuera à accroître le nombre des chômeurs au lieu de le réduire. Le gouvernement doit s'attaquer à la tragédie du chômage et il doit le faire sans tarder. Les chômeurs ne peuvent pas compter sur la perspective fort aléatoire que le secteur privé crée lui-même les emplois dont ils ont tant besoin.

Les conservateurs ont une confiance aveugle dans le système de la libre entreprise et ils comptent que le secteur privé créera des emplois. N'allons pas oublier que si les entrepreneurs font des affaires, c'est pour réaliser des profits et non pour créer des emplois. Les entreprises n'assument aucune obligation morale envers nos chômeurs. C'est le gouvernement qui doit assumer l'obligation de créer des emplois à l'intention de ceux qui veulent travailler mais qui ne le peuvent pas.

Si le gouvernement est là, c'est pour s'occuper des Canadiens. Il n'est pas chargé de gérer une société ferroviaire. Il s'acquitte vraiment bien de ses obligations non pas s'il présente un bilan bénéficiaire, mais s'il s'occupe des citoyens, s'il a à cœur de les aider et s'il les traite avec justice. La préoccupation malade des conservateurs—que dis-je?—sa paranoïa à l'égard du déficit ne servira qu'à aggraver la misère de ceux qui ont déjà tant souffert et qui sont le moins en mesure de se défendre. J'admets, monsieur le Président, que le gouvernement doit assumer sa responsabilité financière, mais il ne doit